

Pays : Syrie

Commission : Conseil des Ministres de l'Environnement et de l'Éco-innovation

Problématique : Comment relancer une coopération transméditerranéenne – Moyen-Orient profitable ?

La Syrie est un pays situé en Asie occidentale, au Moyen-Orient, possédant des frontières terrestres avec l'Irak, la Turquie, la Jordanie, le Liban et l'Israël ainsi qu'une frontière maritime avec Chypre. Elle a pour capitale la ville de Damas, comme langue officielle l'arabe et la plupart de sa population est de confession musulmane sunnite (environ 78%). Le pays est divisé en 14 mouhafazas, des gouvernorats. Il est membre de l'ONU depuis 1945. Il a une population de 19 398 448 hab, étant le 63^e pays dans le classement mondial.

La situation de la Syrie est difficile, puisqu'elle est en guerre civile depuis 2011, et donc qu'elle est très instable et a souffert beaucoup et subi des dégâts humanitaires et énergétiques. En effet, la guerre qui ravage la Syrie a un impact environnemental très important et dévastateur, ce qui complique ses relations avec la région méditerranéenne.

Ce conflit voit ses origines dans le contexte du Printemps arabe, où des peuples souhaitent leur indépendance. Les Syriens se soulèvent contre le régime dirigé par le président Bachar-el-Assad. Ce soulèvement, d'abord pacifique, se transforme en un véritable conflit armé, bouleversé et aggravé davantage par l'apparition de l'État islamiste, une organisation terroriste. Finalement, la guerre est internationalisée et d'autres pays y interviennent violemment comme la Russie et la Turquie, qui soutiennent l'armée syrienne.

En termes de coopération transméditerranéenne, la Syrie est favorable à la construction d'une stabilité régionale entre le Moyen-Orient et la région méditerranéenne, notamment en matière territoriale et politique, afin de chercher une coopération plus forte et apaiser les tensions existantes.

La Syrie est également favorable à un accès plus rapide, facile et efficace aux marchés, puisqu'elle pourrait bénéficier, tout comme le reste des pays, d'une amélioration importante de son économie, et chaque territoire pourrait se nourrir réciproquement des points forts de l'autre.

Le pays souhaite également une reconstruction territoriale et sociale, particulièrement dans son territoire par la guerre, mais également dans les lieux environnants afin d'adopter une posture géopolitique plus amicale et apaiser les tensions présentes avec d'autres pays et groupes de personnes.

Cependant, la participation de la Syrie à la coopération transméditerranéenne est complexe par les sanctions internationales mis en place contre le pays en raison de la guerre.

C'est pour cette raison que le pays est exclu ou n'a pas voulu participer à des accords économiques avec l'Europe malgré le fait que la majorité des pays du Moyen-Orient ont voulu accepter. La Syrie n'a par exemple pas participé au Processus de Barcelone, une initiative lancée en 1995 pour renforcer la coopération entre les pays de l'Union européenne et ceux du Moyen-Orient.

La Syrie ne fait pas partie d'un accord asiatique environnemental majeur tel que l'Accord de Paris sur le climat ou d'autres accords régionaux à l'Asie, mais il est membre de la Ligue des États arabes, qui a son propre cadre de coopération en matière d'environnement au sein de la région arabe.

En termes environnementaux, le pays connaît de graves problèmes concernant l'eau par la sécheresse du pays, la pollution de cette eau qui conduit à une mauvaise qualité de celle-ci, ce

qui mène à des conflits liés à l'eau entre agriculteurs, industries et communauté dans le pays. Le pays propose un partage plus équitable de l'eau au sein de la région du Moyen-Orient, ainsi qu'un partage des ressources énergétiques plus juste pour tous les territoires.

Afin d'améliorer la situation des flux migratoires et qu'il y ait plus de migrations positives entre les deux régions, la Syrie suggère d'améliorer d'abord tous les conflits présents au Moyen-Orient, qui sont nombreux, en permettant aux pays d'avoir leur propres décisions politiques en respectant toutes les cultures et en ayant une approche plus ouverte entre elles, ce qui permettra d'augmenter le niveau de migration (d'étudiants, de coopération scientifique et technologique...)

Pour finir, concernant la lutte contre le terrorisme, le pays propose d'ouvrir un dialogue national et international ouvert à plus de pays, en intégrant des groupes qui sont plus marginalisés dans la scène internationale et qui peut-être ont plus à apporter (idées, débats...) qu'on ne le pense, tels que des pays plus petits.

En conclusion, la Syrie a une position complexe concernant la coopération transméditerranéenne et du Moyen-Orient. Elle soutient évidemment, la mise en place d'une meilleure compréhension et rapprochement entre ces régions, non seulement économiquement, mais aussi socialement, territorialement et géopolitiquement, mais cela doit bénéficier le pays et lui faire sortir de sa situation de pénurie actuelle, en ayant une meilleure qualité de l'eau, une plus forte stabilité régionale ainsi qu'une meilleure réputation géopolitique internationale.